

Afrobaromètre
Johannesburg, Afrique du Sud
23 avril 2019

Communiqué de presse

Glissement des libertés? La fermeture de l'espace politique en Afrique marquée par une diminution de la liberté et une volonté d'échanger les libertés contre la sécurité

Les Africains voient leurs libertés individuelles diminuer et beaucoup sont prêts à renoncer au moins à certaines libertés au nom de la sécurité, selon les résultats d'une nouvelle enquête d'Afrobaromètre.



Le cinquième des Pan-Africa Profiles d'Afrobaromètre, basés sur des enquêtes récentes d'opinion publique dans 34 pays, rapporte que dans la plupart des pays africains, les évaluations des citoyens sur leur liberté et sur la prudence avec laquelle ils doivent exercer leurs droits se sont considérablement dégradés au cours de la dernière décennie. En outre, la demande populaire pour la liberté d'association s'est affaiblie, et beaucoup d'Africains expriment une volonté d'échanger certaines libertés contre une sécurité accrue.

Le nouveau rapport, disponible à l'adresse www.afrobarometer.org, retrace les tendances continentales à la fois vers un accroissement des contraintes gouvernementales à la liberté et vers une plus grande tolérance du public à l'égard de ces contraintes, peut-être alimentée en partie par des craintes d'insécurité, d'instabilité, et/ou de violence extrémiste.

Résultats clés

Sur le soutien aux libertés individuelles:

- Le soutien à la liberté fondamentale d'association reste fort, avec 62% à travers 34 pays.
- Néanmoins, le soutien à la liberté d'association a connu des baisses modestes mais constantes: A travers 20 pays, le soutien a chuté de 5 points de pourcentage au cours de la dernière décennie, passant de 66% à 61% (Figure 1).
- Au cours des sept à 10 dernières années, seuls six pays ont fait état d'une augmentation significative de l'appui au droit de s'associer librement, contre 20 pays qui ont connu une baisse substantielle, le Zimbabwe en tête (-23 points de pourcentage). Le soutien a diminué même dans plusieurs des principales démocraties du continent, notamment en Tunisie (-20 points), en Namibie (-18), au Ghana (-9), au Bénin (-7), et en Afrique du Sud (-7) (Figure 2).

De la volonté d'échanger la liberté contre la sécurité:

- Alors qu'une faible majorité (53%) défendent le droit aux communications privées, 43% sont prêts à accepter une surveillance gouvernementale dans l'intérêt de la sécurité.
- Les gens sont à peu près également divisés sur la liberté d'expression religieuse, 49% d'entre eux étant en faveur d'une liberté totale et 47% étant prêts à tolérer les limites imposées par le gouvernement aux discours religieux (Figure 3).
- Le soutien en faveur d'une liberté de circulation sans restriction est beaucoup plus faible, soit seulement 35%, comparativement à 62% qui sont prêts à accepter les

couvre-feux, les barrages routiers, et d'autres restrictions dans l'intérêt d'une plus grande sécurité.

Sur l'étendue de la liberté d'expression en général, et du discours politique en particulier:

- Les deux tiers (67%) des Africains se disent « assez » ou « entièrement » libres de dire ce qu'ils pensent, mais cela représente une baisse de 7 points de pourcentage à travers 31 pays suivis depuis 2011/2013. Presque tous les pays enregistrent des baisses, dont beaucoup sont importantes (Figure 4).
- Et lorsqu'il s'agit du discours politique, une majorité similaire des deux tiers (68%) disent que les gens doivent « souvent » ou « toujours » faire attention à ce qu'ils disent sur la politique; à travers 20 pays, cette proportion a augmenté de 9 points de pourcentage au cours de la dernière décennie.
- Des proportions semblables indiquent que les gens doivent faire attention aux organisations auxquelles ils adhèrent (63%) et à la façon dont ils votent (68%).

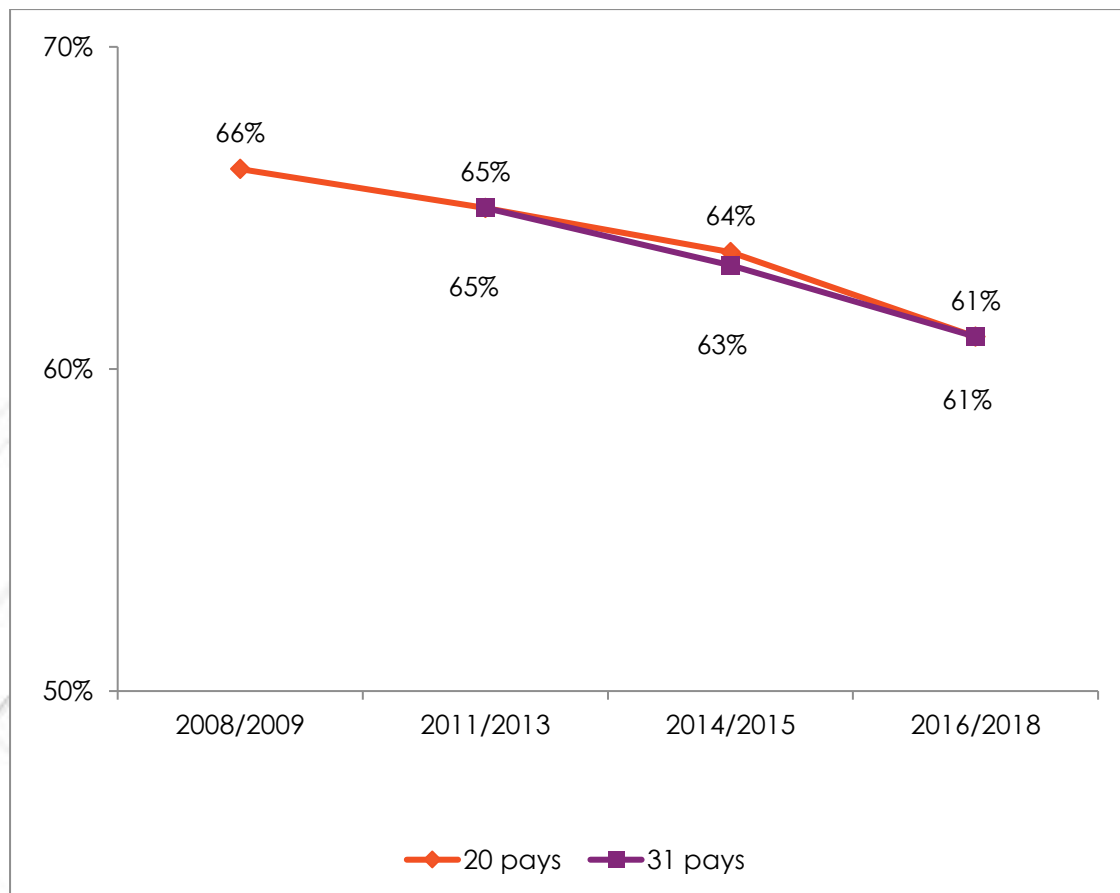
Enquêtes d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans les pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont été conduits entre 1999 et 2015, et les résultats des enquêtes du Round 7, conduites dans 34 pays, sont en cours de publication. Les lecteurs intéressés peuvent suivre nos publications, y compris les Pan-Africa Profiles, notre série d'analyses transnationales au titre du Round 7, à #VoicesAfrica et s'inscrire dans notre liste de distribution à www.afrobarometer.org.

Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. Des échantillons de taille 1.200-2.400 produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur d'échantillonnage de +/-2 à 3 points de pourcentage, à un niveau de confiance de 95%.

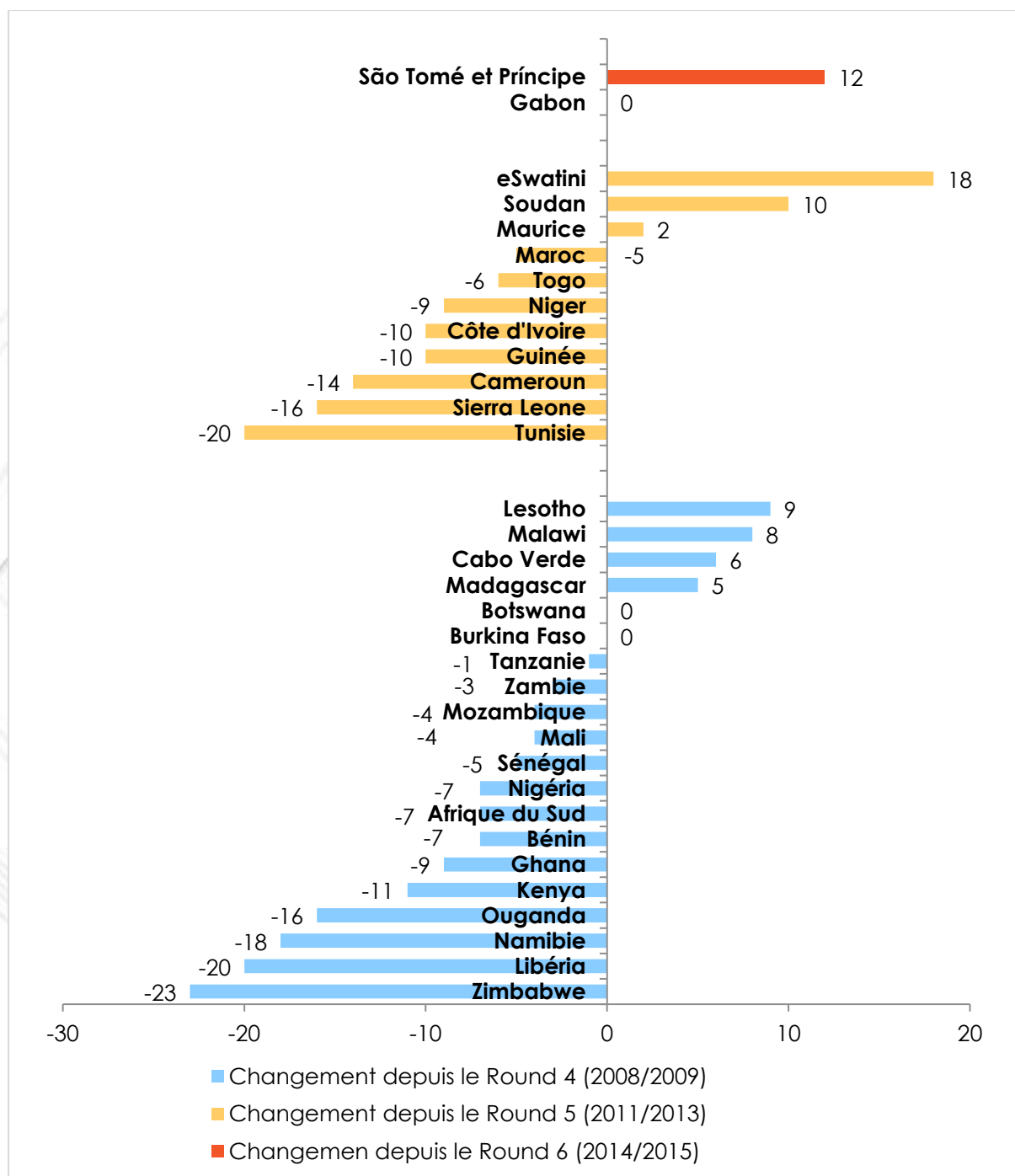
Figures

Figure 1: Soutien a la liberté d'adhérer à toute organisation | 20 et 31 pays | 2008-2018



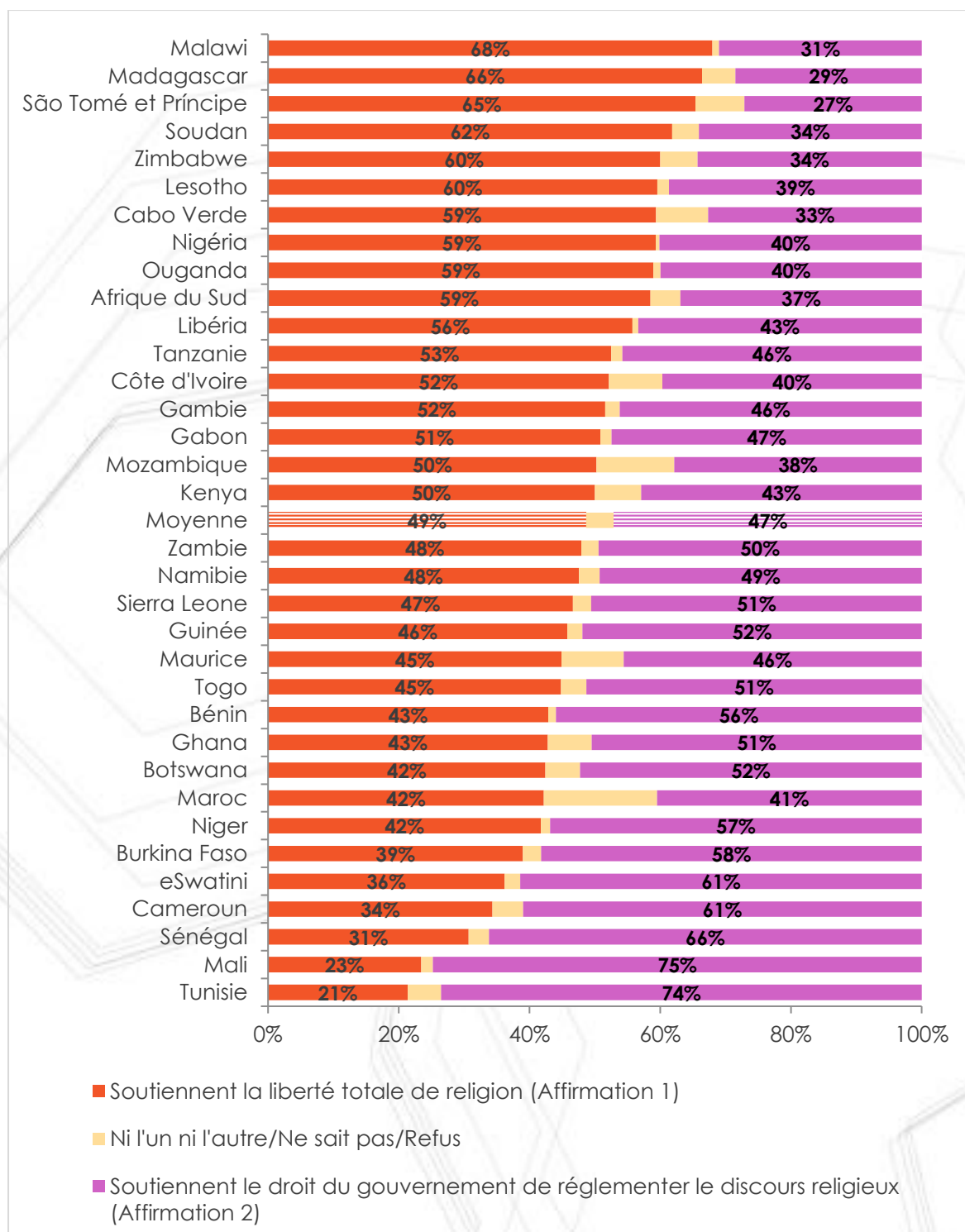
Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)
 Affirmation 1: Le gouvernement devrait pouvoir interdire toute organisation qui s'oppose à ses politiques.
 Affirmation 2: Nous devrions nous sentir libre d'adhérer à toute organisation, que le gouvernement l'approuve ou pas.

Figure 3: Évolution du soutien à la liberté d'adhérer à toute organisation (points de pourcentage) | 33 pays* | 2008-2018



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, depuis l'enquête indiquée, en % des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les gens devraient pouvoir se joindre à une organisation, que le gouvernement l'approuve ou non. (* La première enquête en la Gambie était en 2018.)

Figure 3: Soutien à la liberté absolue du culte religieux vs. au droit du gouvernement de réglementer le discours religieux | 34 pays | 2016/2018

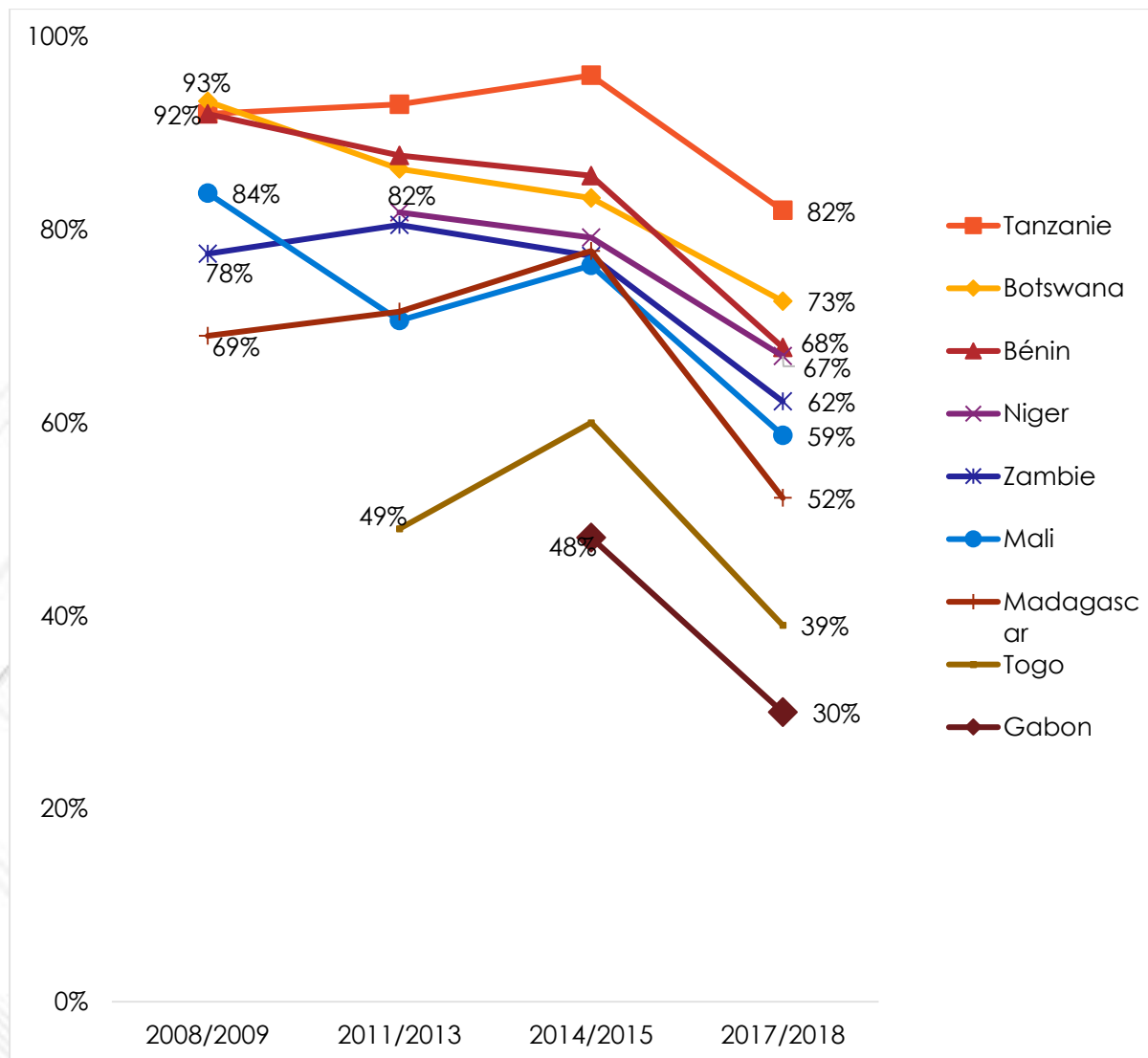


Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Affirmation 1: La liberté de religion et de culte est absolue; cela veut dire que le gouvernement ne devrait jamais réguler ce qui se dit dans un lieu de culte.

Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique.

Figure 4: La liberté d'expression perçue dans le temps | pays sélectionnés | 2008-2018



Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer vos opinions? (% « assez libre » ou « entièrement libre »)

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Brian Howard
 Téléphone : +1 713-624-0373
 Email: bhoward@afrobarometer.org

Sibusiso Nkomo
 Telephone: + 27 73 561 2490
 Email: snkomo@afrobarometer.org

Visitez nous en ligne à l'adresse: www.afrobarometer.org

Suivez nos publications sur **#VoicesAfrica**.

